ANNEXES

**APPEL À PROJETS
DU FONDS DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE POUR LA PRESSE**

ANNEXE I : DÉFINITIONS

Collaboration effective : une collaboration effective existe :

- entre des entreprises parmi lesquelles figure au moins une PME, ou est menée dans au moins deux États membres, ou dans un État membre et une partie contractante à l'accord EEE, et aucune entreprise unique ne supporte seule plus de 70 % des coûts admissibles ;

ou

- entre une entreprise et un ou plusieurs organismes de recherche et de diffusion des connaissances, et ce ou ces derniers supportent au moins 10 % des coûts admissibles et ont le droit de publier les résultats de leurs propres recherches.

Diffusion large des projets : les résultats du projet peuvent être largement diffusés au moyen de conférences, de publications, de dépôts en libre accès ou de logiciels gratuits ou libres, dans le respect de la propriété intellectuelle et du secret des affaires, de manière à favoriser le partage des bonnes pratiques et des retours d'expériences.

Petite entreprise : structure qui occupe moins de 50 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan annuel n'excèdent pas 10 000 000 €.

PME (petites et moyennes entreprises) : structures qui occupent moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 000 000 €, ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 000 000 €.

ANNEXE II : EXEMPLES DE PROJETS ÉLIGIBLES OU INÉLIGIBLES À LA SECTION 2

Exemples de projets éligibles (liste non exhaustive) :

- l'achat de technologies permettant l'arrêt de la mise sous film plastique de la presse ;
- le développement écoresponsable de services de presse en ligne ;
- le recours à un bilan carbone, s'il est préalable à un projet de modernisation favorisant la transition écologique de la structure porteuse ;

...

Exemples de projets dont le financement peut être limité ou plafonné en raison de leur nombre, à condition de maintenir la cohérence des politiques publiques en matière de transition écologique (liste non exhaustive) :

- l'aménagement écologique (panneaux photovoltaïques, isolation thermique...) de sites industriels propres à l'activité de presse (sites d'impression de presse) ;
- le verdissement des moyens de locomotion et de transport propres à la presse ;

Pour chacun de ces types de projets, le montant total accordé à l'ensemble des projets retenus ne peut être supérieur à 20 % du budget disponible pour 2022.

Exemples de projets inéligibles (liste non exhaustive) :

- la formation de journalistes ou du personnel d'entreprises éligibles aux enjeux climatiques ;
- les projets de modernisation de nature strictement éditoriale, sans impact direct sur la transition écologique de la structure porteuse du projet ;

...

ANNEXE III : RÉFÉRENCES AU CADRE JURIDIQUE

Sur le cadre juridique de l'Union européenne :

- Régime n° SA.58995, pris sur le fondement du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au Journal Officiel de l'Union européenne le 26 juin 2014, tel que modifié par les Règlements (UE) 2017/1084 de la Commission du 14 juin 2017, publié au Journal Officiel de l'Union européenne du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020 ;
- Communication de la commission européenne, encadrement des aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation (2014/C 198/01).

Sur le cadre juridique national, notamment le fonds de soutien à l'émergence et à l'innovation dans la presse (FSEIP) :

- Art. 28-3 du décret n° 2012-484 du 13 avril 2012 relatif à la réforme des aides à la presse, au fonds stratégique pour le développement de la presse et au fonds de soutien à l'émergence et à l'innovation dans la presse.

Sur le plan « France relance » :

Plus d'informations : <https://www.economie.gouv.fr/plan-de-relance>